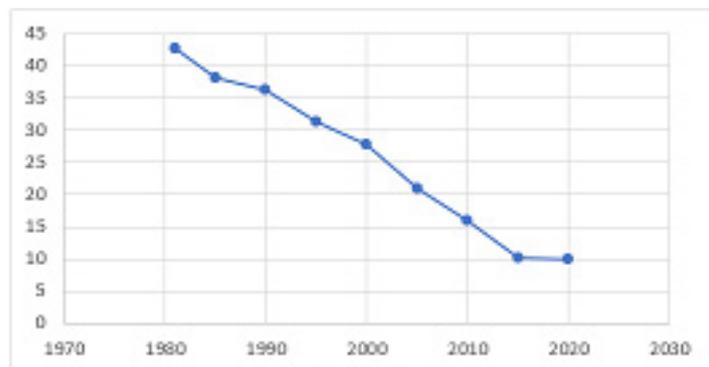


Jean-Claude Vérez – 11 juillet 2022

## L'impact de la crise sanitaire sur la pauvreté monétaire dans le monde

La Banque mondiale a estimé en janvier 2021 que la pandémie avait accru le nombre de pauvres dans le monde, autour de 120 millions en 2020 et entre 140 et 160 millions en 2021. Sont concernés les êtres humains disposant de 1,90 \$ par jour. En octobre 2021, la Banque mondiale considérait aussi que pour la première fois, depuis plus de 20 ans, la lutte contre la pauvreté avait régressé. Avec un pourcentage qui reste égal à 10 % de la population mondiale entre 2015 et 2020, le nombre de pauvres disposant de moins de 1,90 \$ par jour serait de l'ordre de 750 millions d'individus<sup>1</sup>.

Figure 1: Population <1,90 \$ par jour 2011 PPA en % de la population mondiale



Source : à partir de Banque mondiale 2021.

Si l'on se réfère au seuil de 3,20 \$ par jour (soit le seuil de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure), selon les estimations de la Banque mondiale en janvier 2021, le nombre de pauvres aurait augmenté de 228 millions pour l'année 2020 et au seuil de 5,50 \$ (seuil de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure), de 177 millions. Les effets à long terme sont terrifiants puisque les enfants des 120 millions de personnes qui sont tombés dans l'extrême pauvreté en 2020 pourraient perdre jusqu'à 10 000 milliards de dollars par rapport aux revenus qu'ils auraient pu dégager tout au long de leur vie (BM 2021, p. 58).

Toujours selon la Banque mondiale, la croissance mondiale pourrait se situer autour de 4% en 2022. Cette perspective nous semble optimiste en raison de la persistance de la pandémie ici ou là, de la possibilité d'un nouveau variant, de la réduction des mesures de soutien économique, des problèmes liés à la désorganisation des trans-

ports et aux difficultés d'approvisionnement, sans oublier les tensions inflationnistes qui impactent le pouvoir d'achat, particulièrement des plus pauvres. Une autre interrogation tient aux conséquences de l'invasion russe en Ukraine : combien de temps va-t-elle durer et quel sera son impact durable sur les sources d'approvisionnement de nombreuses matières premières ? On a constaté depuis le déclenchement de la guerre que de nombreux pays souffraient de ne pouvoir importer ce dont ils avaient besoin avec à la clé une hausse des prix, source d'inquiétudes pour les plus pauvres, les vulnérables, les personnes dont les revenus stagnent, les ménages aux revenus fixes, etc.

Tableau 1 : Perspectives économiques mondiales

	2019	2020	2021	2022	2023
<b>Monde</b>	2.6	-3.4	5.5	4.1	3.2
<b>Économies avancées</b>	1.7	-4.6	5.0	3.8	2.3
<b>Marchés émergents et PED</b>	3.8	-1.7	6.3	4.6	4.4
Asie de l'Est et Pacifique	5.8	1.2	7.1	5.1	5.2
Amérique latine et Caraïbes	0.8	-6.4	6.7	2.6	2.7
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0.9	-4.0	3.1	4.4	3.4
Asie du Sud	4.4	-5.2	7.0	7.6	6.0
Afrique subsaharienne	2.5	-2.2	3.5	3.6	3.8

Source: BM janvier 2021

C'est en **Asie** que le taux de croissance serait le plus élevé en 2022 et en 2023. Selon les pays, les trends diffèrent : impact de la fermeture des frontières et des restrictions en matière de voyages sur le tourisme (Cambodge, Malaisie, Philippines, Thaïlande), catastrophes naturelles (Philippines, les îles du Pacifique Sud), maintien des envois de fonds (Fidji, les îles Salomon, Tonga, les Philippines). « Parmi les petits pays insulaires du Pacifique, les revenus par habitant devraient diminuer, et dans de nombreux autres pays de la région, la croissance des revenus par habitant devrait être inférieure à celle de la croissance économique ... Les risques de dégradation des perspectives régionales prédominent » (BM 2021).

Dans la région **Amérique latine et Caraïbes**, la croissance estimée à 2,6% en 2022 et à 2,7% en 2023 est bien moindre que celle de 2021. Les contraintes budgétaires et monétaires, l'inflation (notamment pour les denrées alimentaires et l'énergie), la dépréciation de la monnaie dans certains pays, la sécheresse dans d'autres (Brésil, Chili)

\* Jean-Claude Vérez est économiste, maître de conférence habilité à diriger des recherches à l'Université d'Artois. Il dirige le DHEEI Études méditerranéennes et enseigne au CIFE depuis plusieurs années.

sont des éléments explicatifs. « Le retour du PIB aux niveaux pré-pandémie sera inégal dans la région et pourrait être retardé dans certains pays. Selon les prévisions à fin 2023, la région verra son revenu par habitant reculer par rapport non seulement aux pays avancés, mais aussi aux pays de la région Asie de l'Est et Pacifique et de la région Europe et Asie centrale » (BM 2021).

La région **Moyen-Orient et Afrique du Nord** (MENA) devrait connaître une hausse de la croissance selon les pays et pour des raisons différentes : hausse de la production pétrolière en Arabie saoudite et en République islamique d'Iran, demande de consommation soutenue en Égypte associée à des envois de fonds en hausse. La hausse des cours du pétrole et du gaz naturel et l'augmentation de la production devraient bénéficier aux exportateurs d'énergie (Arabie saoudite, Iraq, République islamique d'Iran). En revanche, en Tunisie, la situation est préoccupante en raison de la multiplication des cas de Covid en 2021, des confinements et des couvre-feux et du fait que les restrictions liées aux déplacements ont fortement limité le tourisme, sans oublier les incertitudes politiques. Au Maroc, la croissance économique estimée à 3,2 % en 2022 pâtit du ralentissement de la production agricole. *In fine*, la région MENA est menacée selon la Banque mondiale par d'éventuelles nouvelles flambées de la Covid-19, par un risque d'agitation sociale, par le poids élevé de la dette, sans occulter des conflits potentiels (comme en Lybie, en Iraq).

En **Asie du Sud**, parmi les risques qui pèsent sur les perspectives, citons les conditions de financement, l'inflation, l'émergence de la variante Omicron et surtout des risques climatiques de plus en plus répandus (cyclones, inondations, sécheresses). « La région est l'une des plus vulnérables à l'augmentation de la pauvreté, des maladies, de la mortalité infantile et des prix des denrées alimentaires due au climat » (BM 2021).

En **Afrique subsaharienne** (ASS), la reprise en 2021 n'a pas été suffisante pour enrayer l'augmentation de la pauvreté due à la pandémie, alors que les nouvelles vagues de Covid-19 font peser une menace persistante. « Le variant Omicron alimente aujourd'hui la multiplication des cas dans toute la région. Plus de 70 % des pays d'ASS ont fait état d'une hausse d'au moins 50 % du nombre de cas au cours des deux dernières semaines de 2021 » (BM 2021). L'ASS est sans doute la région du monde où les perspectives économiques sont très aléatoires en raison des multiples incertitudes citées et des instabilités récurrentes. Ce n'est pas nouveau. La pandémie n'a fait que les accentuer et les africains sont habitués à être confrontés à de

nombreux défis, sans doute cela peut expliquer un niveau de résilience plus élevé qu'ailleurs. Il n'en reste pas moins vrai que les défis qu'il fallait relever avant la crise sanitaire vont exiger des moyens supplémentaires. Il est possible que l'évolution de certains prix aille dans le bon sens tels les produits de base, les cours du pétrole et autres matières premières ou denrées alimentaires comme le café ou le cacao. Ces prix élevés bénéficieront aux pays exportateurs. Mais ces tendances souhaitées ne peuvent occulter le fait que « la pandémie a entravé les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté et dans la réalisation des principaux objectifs de développement dans l'ensemble de la région, effaçant plus d'une décennie de gains enregistrés dans le revenu par habitant pour certains pays. Dans plus d'un tiers des pays de la région, dont l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigéria, le revenu par habitant en 2022 restera inférieur au niveau d'il y a dix ans ... La prolongation de la pandémie risque d'exacerber les problèmes de développement et de santé existants, d'enrayer les réformes structurelles et budgétaires, et d'entraîner des pertes de capital humain durables (BM 2021).

*In fine*, les incertitudes liées à la propagation de variants de la Covid-19 ne permettent pas d'envisager un retour à la normale dans le court terme. Selon les régions du monde et les niveaux de développement, la reprise économique restera aléatoire. À la différence des pays industrialisés, les gouvernements de nombreux pays en développement ne disposent pas d'une marge de manœuvre suffisante pour soutenir l'activité économique et atténuer les chocs sociaux. Parmi les obstacles à une reprise durable, citons la dette qui est à un niveau record depuis les 50 dernières années avec à la clé, une inquiétude des créanciers et des doutes sur des éventuels efforts d'allègement ; les fortes fluctuations des prix des produits de base ; la hausse des inégalités.

Le contexte sanitaire mondial a rappelé qu'il était nécessaire de pouvoir compter sur les pouvoirs publics quand ceux-ci en ont les moyens ou peuvent en obtenir afin de contrecarrer les effets négatifs d'un choc exogène. Simultanément, il a révélé combien l'économie de marché était vulnérable à un choc telle que la pandémie. En peu de temps, « la machine s'est dérégulée ». L'intervention publique a limité et limite encore les effets négatifs de la pandémie mais malgré tout, les ménages les plus pauvres, les précaires, les intermittents, les salariés occasionnels, les acteurs non déclarés, les personnes isolées etc. sont davantage pénalisés. De même, certains secteurs de l'activité économique sont plus directement impactés que d'autres. Il convient de protéger sur le plan économique et

financier les populations impactées de manière équitable. « C'est un impératif autant moral qu'économique ». Pour qui l'en soit ainsi, l'économie de marché n'a d'autre moyen que de recourir à l'État qui est le seul capable d'instaurer un mécanisme d'assurance et on rejoint les auteurs qui appellent à « une socialisation systématique des pertes économiques et financières dues au confinement ». Mais nous savons bien que cette analyse des faits ne vaut que pour les pays à revenu élevé ; elle ne peut se déployer dans les pays en développement et encore moins dans les pays moins avancés en raison des contraintes budgétaires.

La lutte contre la pauvreté monétaire de la part des États, des Institutions internationales, des Organisations de la société civile et autres acteurs doit être repensée. Les mécanismes protecteurs pour y parvenir ne suffisent plus, y compris dans les pays industrialisés, moins frappés que les pays en développement ou émergents mais qui ne sont pas épargnés pour autant. L'économie de marché qui est capable de créer de nombreuses richesses est sans doute à un tournant de son mode de régulation : il va lui falloir anticiper davantage les chocs exogènes et, plus encore, trouver les moyens de permettre l'inclusion du plus grand nombre. Le défi pour tous les pays consiste à mener des réformes visant à atténuer leurs vulnérabilités aux chocs sur les cours des produits de base, à réduire les inégalités et à améliorer la préparation aux crises.

En conclusion, on peut considérer que les conséquences de la pandémie sont nombreuses, frappent tous les pays mais à des degrés divers et renforcent les inégalités au détriment des pauvres et des extrêmes pauvres. Si les pays à revenu élevé ont la possibilité de mobiliser des moyens budgétaires substantiels, s'ils peuvent intensifier leur recherche, notamment en matière de vaccination, il en va différemment pour les pays en développement dont les

pays moins avancés et en partie pour les pays émergents, là où la pauvreté et l'extrême pauvreté persistent. Les défis pour ces pays étaient nombreux avant la pandémie, ils le sont davantage après. Dans les pays où le taux d'épargne est faible, où les marchés financiers sont peu développés, où les niveaux d'endettement sont élevés, la question du financement des infrastructures de toute sorte est cruciale. Quand on y associe la dynamique démographique, il apparaît difficile de pouvoir atteindre une croissance économique qui soit durable, source de progrès en matière de développement humain, apte à réduire les inégalités et à anticiper des chocs violents comme la pandémie.

Pour autant, la pandémie a aussi révélé des capacités en matière de résilience. Il y a des raisons d'espérer pour peu que la jeunesse, très nombreuse dans les pays en développement, accède aux biens et services fondamentaux, de manière pérenne. La pandémie a contraint les uns et les autres à prendre du recul et à dissocier l'essentiel du superflu. Elle aura révélé que si de nombreux progrès avaient été réalisés contre l'extrême pauvreté, rien n'est définitif et beaucoup trop de personnes ont basculé très rapidement de la pauvreté à l'extrême pauvreté. D'autres, vulnérables, sont devenus pauvres et, ainsi de suite. La Covid-19 oblige les autorités à anticiper les futurs chocs afin de pouvoir protéger les populations dont les plus faibles et les plus fragiles. L'urgence est de mettre fin à la pandémie pour espérer enrayer la hausse de la pauvreté. L'épidémie de coronavirus et ses conséquences économiques ont remis en cause l'optimisme des dernières décennies. La situation et les perspectives rappellent combien les politiques publiques sont incontournables dont l'aide publique au développement pour les pays moins avancés.

## Références

Banque mondiale, 2021, *Rapport annuel 2021*.

Grown C., Sanchez-Paramo C., 2021, « La Covid-19 n'affecte pas de la même manière la vie des hommes et celle des femmes », *blogs.worldbank.org*, 2021, consulté le 15 janvier 2022.

Gollier Ch., Straub S., 2021, « L'économie du coronavirus : quelques éclairages », *Toulouse School of Economics*, [www.tse-fr.eu](http://www.tse-fr.eu), 21 mars.